



PLFSS 2026

La FHF appelle à des choix clairs et à des financements adaptés et programmés pour répondre aux besoins de santé et garantir la soutenabilité du système

Paris, le 2 septembre 2025

- **La FHF salue l'engagement des équipes hospitalières et du médico-social au cours de l'été 2025, une nouvelle fois mobilisées dans un contexte de vagues de chaleur à répétition et malgré des tensions structurelles** révélées par l'enquête flash 2025 sur les urgences. Leur professionnalisme, loin des polémiques stériles et de l'hôpital bashing, mérite au contraire respect et considération.
- En second lieu, l'étude RH de la FHF dévoile **une baisse de l'absentéisme qui se poursuit en 2024**, en même temps qu'une **amélioration de la dynamique de recrutement de la fonction publique hospitalière**, même si certains secteurs restent en tension. Le retour aux niveaux de 2019 témoigne d'un cercle vertueux qu'il s'agit désormais de soutenir.
- Aussi, **la FHF appelle à une progression de l'ONDAM de 3 % en 2026**, ce afin de répondre aux besoins des établissements publics et de soutenir la reprise d'activité de ces derniers mois. Une telle évolution est nécessaire, sans quoi la dynamique engagée s'essoufflera rapidement. **Dans le champ médico-social, une progression de 4 % est impérieuse** pour poursuivre le développement de l'offre et répondre aux nécessités démographiques.
- **Pour associer soutenabilité financière et visibilité pour les établissements, cette progression doit s'inscrire dans une perspective pluriannuelle, seule capable de donner au système de santé la stabilité dont il a tant besoin.**
- Face à la dégradation de nos finances publiques, cette logique de programmation apparaît **d'autant plus nécessaire qu'il faudra mieux cibler nos dépenses et nos investissements** là où la couverture des besoins reste insuffisante, et adapter l'offre de soins ailleurs.
- Pour les pouvoirs publics, l'heure des choix est venue. Le **contexte actuel demandera des arbitrages sur la base d'une évaluation fine de la situation territoire par territoire**. Pour reprendre le contrôle, nous devons à la fois **réaliser les réformes nécessaires aujourd'hui**, et **programmer les investissements** qui donneront à notre bouclier sanitaire les moyens d'agir demain.

UNE MOBILISATION ESTIVALE QUI SOULIGNE DES DIFFICULTÉS PERSISTANTES

L'enquête flash sur les urgences, menée par la FHF à l'été 2025, **révèle une situation majoritairement stable par rapport à l'été 2024 : l'activité est principalement comparable ou en augmentation**. Des **contraintes persistent** dans la gestion des patients aux urgences, en particulier la difficulté d'accès aux lits d'aval en MCO (61 % des répondants) et le manque d'effectifs médicaux (60 %). Face à ces problématiques de fond, l'hôpital s'appuie principalement sur le recours aux heures supplémentaires, au temps de travail additionnel (62 %) et à l'intérim (43 %).

La pression sur les services d'urgence au cours de l'été est accentuée par **des failles dans la solidarité territoriale** : 72 % des établissements répondants relèvent que les cliniques ont été très faiblement voire pas mobilisées. De l'autre côté, on note une **baisse significative des fermetures de services d'urgence dans les hôpitaux publics** (12 % contre 18 % en 2024).

Cette nouvelle étude témoigne de la nécessité de mettre en place **des adaptations structurelles de l'offre de soins et une meilleure organisation dans les territoires**.

Par ailleurs, la récurrence d'épisodes climatiques extrêmes au cours de l'été exerce une pression continue sur les services d'urgence. Il est essentiel d'anticiper ces périodes de tensions avec des investissements adaptés. **Investir aujourd'hui pour adapter nos établissements, c'est donner les moyens à notre bouclier sanitaire de continuer à nous protéger demain, tout en réalisant des économies sur les dépenses énergétiques**.

UNE DYNAMIQUE POSITIVE POUR LES RESSOURCES HUMAINES HOSPITALIÈRES, MALGRÉ DES TENSIONS PERSISTANTES

Si la quasi-totalité des établissements publics rapporte des difficultés de recrutement de médecins pour l'année 2024, ces dernières tendent à **se concentrer sur certains secteurs**. Quant au personnel soignant, l'embellie amorcée en 2023 se poursuit en 2024, avec une **baisse significative des difficultés de recrutement** (9 % des établissements répondants vs. 25 % en 2023), même si les métiers infirmiers restent sous tension. **La poursuite du recul de l'absentéisme, au plus près de son niveau d'avant-covid, constitue un autre signal très positif**.

Il est temps de **cultiver cette dynamique positive en la protégeant de tout risque de déstabilisation**, car les professionnels hospitaliers sont le maillon essentiel d'un système de santé viable. Il est impératif de leur garantir des conditions d'exercice en constante amélioration, avec des équipements et des organisations adaptés. Sans programmation et financement à la hauteur des besoins, ce cercle vertueux s'effacera aussi vite qu'il s'est amorcé.

GARANTIR UN FINANCEMENT PÉRENNE À LA SANTÉ DANS UN CONTEXTE INCERTAIN

L'année 2025 témoigne une nouvelle fois d'une dynamique d'activité soutenue à l'hôpital public, avec une augmentation du nombre de séjours par rapport à 2024 (+4 %). **Cette relance de l'activité doit être consolidée par un ONDAM adapté. La FHF demande donc une augmentation de 3% dans le prochain PLFSS**. Cette progression est en ligne avec les propositions de niveau plancher formulées au premier article du projet de loi de programmation porté par la FHF (+2,5 %), cumulé à l'effet de la compensation de l'augmentation des cotisations CNRACL (+0,5 %).

La FHF appelle également à une progression de 4% de l'ONDAM ESMS, autour de trois défis prioritaires :

- Poursuite de l'augmentation du nombre de places déjà engagée (handicap et personnes âgées) ;
- Poursuite du plan de renforcement des effectifs dans les EHPAD, avec un objectif de 50 000 postes supplémentaires d'ici 2030 ;
- Compensation intégrale des hausses des cotisations employeurs 2025 et 2026, pour éviter la dégradation incontrôlable de la situation des ESMS publics.

Ces niveaux d'ONDAM doivent être inscrits dans une programmation pluriannuelle, seule capable de redonner visibilité et stabilité au système de santé français.

Bien sûr, ce soutien aux efforts du service public s'inscrit dans un contexte financier particulier qui doit nous amener à améliorer l'efficacité globale du système de santé pour maintenir sa soutenabilité dans la durée. Le message de l'hôpital public est simple : **oui, des leviers d'améliorations et des pistes d'économies intelligentes et importantes existent, à condition d'être pensés à l'échelle du système de santé et dans une logique territoriale.**



Pour le président de la FHF,
Arnaud ROBINET

”

*Dans un contexte politique nationale profondément bousculé, je tiens à rappeler une nécessité : **la santé doit rester au cœur des priorités politiques, jusqu'en 2027 et bien au-delà.** C'est une **exigence démocratique**, une **exigence de justice** et une **exigence de souveraineté**.*

*L'hôpital public est depuis trop longtemps le **bouc émissaire commode** chaque fois qu'il s'agit de freiner les dépenses, ce alors même qu'il est sans doute celui qui a consenti le plus d'efforts au cours des dernières décennies. Je le dis avec force : oui, l'hôpital public est performant. Il est même ultra-performant, au regard des contraintes qu'il assume chaque jour.*

Les hospitaliers ne demandent pas la lune** : seulement de la visibilité, la garantie de disposer des moyens nécessaires pour accomplir leur mission, et l'assurance **que les efforts seront enfin partagés équitablement entre tous.

CONTACT PRESSE

HAVAS

communicationfhf@havas.com



FÉDÉRATION HOSPITALIÈRE DE FRANCE

www.fhf.fr



10 000 abonnés

@federationhospitalieredefrance



85 000 abonnés

Fédération hospitalière de France



30 000 abonnés

@laFHF